

RÉALITÉS

de notre métier



JOURNAL N° 25

mai 2018

NUMÉRO SPÉCIAL : retraités

Édito

SOMMAIRE

Page 1 : Édito.

Page 2 : Macron dans les Vosges.

Page 3 : - # Balance ton hosto.
- Synonymes ? NON !!

Page 4 : - Au bonheur des riches.
- Macron ... Ça continue.

2017 a connu la plus forte hausse de milliardaires, avec un nouveau milliardaire tous les deux jours.

On dénombre actuellement 2043 milliardaires dans le monde.

Au cours des dix dernières années, les travailleurs ont vu leurs revenus augmenter de 2 % en moyenne par an, tandis que la fortune des milliardaires a augmenté de 12 % par an, six fois plus vite.

L'année dernière 82 % de la croissance des richesses créées dans le monde ont profité aux 1 % les plus riches, alors que la situation n'a pas évolué pour les 50 % les plus pauvres

De plus en plus nombreux sont ceux qui mesurent que l'offensive contre les uns ne sert qu'à préparer celle contre les autres. Au bout du compte, c'est un remodelage régressif de la France qui s'accélère au rythme effréné des contre-réformes et des privatisations.

L'entreprise de division est palpable à chaque étape du pouvoir. Elle est le poison instillé chaque jour par une majorité écrasante d'éditorialistes de droite, de porte-paroles gouvernementaux pour tenter de retourner l'opinion publique contre les fonctionnaires, les retraités, les cheminots, et tous ceux qui manifestent leurs désaccords.

Le principe du statut est attaqué car il est un obstacle pour les firmes transnationales. Pour augmenter les dividendes des actionnaires, leurs salariés, simples variables d'ajustement, sont mis en concurrence pour un profit maximal du capital.

A l'opposé, le statut inhérent au service public est une garantie pour les usagers et pour la société dans son entier.

Casser le statut de la fonction publique, le statut des cheminots, le code du travail, les conquêtes sociales centenaires, résultat de toutes les luttes pour les droits des salariés, revient à dégager le terrain pour affaiblir toute démocratie.

La sécurité sociale, les retraites, le patrimoine public, la participation de l'Etat dans les grands groupes représentent une manne colossale pour un capital avide de gaver ses actionnaires.

Pour parvenir à ses fins, le chef de l'Etat a besoin d'affaiblir le rôle des maires, de modifier la constitution pour limiter le poids des élus, et de faire trébucher le mouvement syndical.

C'est la raison pour laquelle Macron passe une nouvelle fois par la procédure antidémocratique des ordonnances : tuer dans l'œuf toute forme d'intelligence collective, empêcher les débats publics dans l'affrontement recherché par le gouvernement.

Jean-Paul ANDRÉ

Macron dans les Vosges

Dimanche 15 avril, Macron est au palais de Chaillot interviewé par Edwy Plenel et Jean-Jacques Bourdin. Ils le harcèlent " gentiment ", il ne se démonte pas, il reste droit dans ses bottes, il parle sans note pendant trois heures, il a réponse à tout. Il veut montrer sa puissance par le ton, les arguments, le savoir. Il affirme son autoritarisme.

Mardi 17 avril, il intervient au palais des congrès d'Épinal.

Pensant qu'avec mon pedigree, je ne serai pas accepté, j'ai malgré tout, tenté une préinscription. Quelle ne fut pas ma surprise de la voir valider, la veille, par un courriel, tard dans la soirée.

Le lendemain, à 17h30, la salle s'ouvre sur un magnifique tapis bleu Europe. **Peu de temps avant son arrivée, un valet vient ôter la fine couche de plastique protecteur qui recouvre le sol, afin que sa Majesté marche sur une surface immaculée.** Sur un guéridon, le valet a rempli six verres d'eau.

Les puissants projecteurs font monter la température. **Son Altesse arrive, il est poudré, pâle, presque cadavérique.** Il se tient au milieu de cette surface bleue au centre de l'arène. Le cirque peut commencer, **le clown blanc est là, sauf qu'il ne fera pas rire.**

Après une courte introduction, il propose que le public lui pose des questions. La personne avec le micro est juste à côté de moi, il me tourne le dos, je lui tape sur le bras, mais trop tard il a déjà tendu le micro à mon voisin devant lui. Raté ! j'avais trois questions à lui poser :

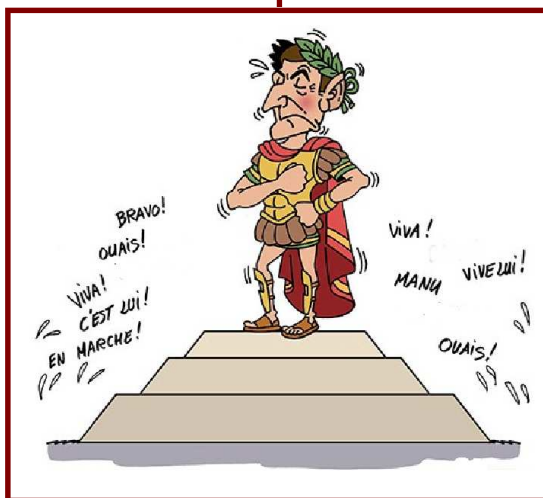
- L'Europe de la finance ne fait pas la différence entre statut public et statut privé. Elle privilégie les contrats pour plus de « souplesse » et nous nous disons pour plus de « précarité ».

- Épinal capitale des Vosges, Saint Dié grande ville du département, Strasbourg capitale de la région Grand Est et de l'Europe. Comment peut on imaginer, dans un plan d'aménagement du territoire, couper ces trois villes du centre de l'Europe ? Allez nous aider à

renforcer la ligne de train qui les relie ?

- Pour pouvoir répartir la responsabilité de l'immigration sur l'ensemble des pays européens, pouvez-vous lever les blocages de la directive Dublin III qui oblige les migrants à rester dans le premier pays d'accueil ?

Les questions ont tourné. Sa Majesté a fait ses réponses : « C'était votre question ! C'est ma réponse. » Quand le micro est presque revenu à moi, j'étais épuisé. Je suis sorti et rentré chez moi : déprimé.



Il est brillant, très fort, **il fait son show, comme une vedette.** Il assène « ses vérités ». Ses rêves doivent devenir sa réalité pour tout le monde et il ne comprend pas qu'on ne soit pas de son avis. « C'est moi, je dis, je fais » vous ne voulez pas, tant pis, je dis je fais et vous vous taisez ». **C'est un gourou, il intoxique le public, il fascine avec ses yeux de vipère.** Il est très dangereux parce qu'il a le pouvoir de la parole et de la séduction. Il embobine les foules. Il veut se montrer viril, il n'a peur de rien, il va au contact, il a réponse à tout et n'hésite pas à imposer ses vues sur tout.

Tout son baratin me conforte dans mes valeurs et mes certitudes.

Son projet est très clair, il y a longtemps qu'on n'a pas eu un président aussi clair. Il trace des perspectives à 10 ou 20 ans.

C'est une transformation profonde qu'il met en marche, il attaque les structures et ne fait pas que du saupoudrage de réformettes. Il veut encre définitivement « le village gaulois » dans la spéculation financière internationale. Fini les « avantages sociaux, uniques au monde » conquis par nos anciens.

Son ambition est très claire « être le président de l'Europe » avec une monnaie, un budget, une armée.

**CAMARADES PLUS QUE JAMAIS
« LA LUTTE DES CLASSES CONTINUE »**

Jean-Marcel Hingray

Balance ton hosto

Ce qui suit n'est pas une fiction mais un témoignage qui prouve que l'hôpital public va très mal, faute de moyens.

4 janvier 2018 : après de nombreux examens, le neurochirurgien qui me suit à l'Hôpital Central de Nancy, décide de m'opérer des vertèbres cervicales afin de résorber les douleurs intenses dont je souffre. **La date de l'intervention est fixée au 26 janvier.** Pour ce type de pathologie, on est hospitalisé la veille et on sort le lendemain de l'opération.

Quelques jours plus tard, la secrétaire du chirurgien m'annonce, par téléphone, que **l'intervention est avancée au 22 janvier.** Pourquoi pas ? Je suis libre à cette date et je serai plus rapidement débarrassée de mon problème de santé.

En arrivant dans le secteur, je constate que toutes les chambres sont prévues pour deux personnes mais qu'il n'y a qu'un seul lit ! Coupes budgétaires obligent.

L'intervention est prévue vers 15 h le 22 janvier. Je suis prête : à jeun et en tenue. A partir de 16 h je m'inquiète : l'infirmière, embarrassée, me dit qu'elle n'a aucune information. 17 h 30 : le chirurgien arrive et m'explique qu'il ne peut m'opérer ayant dû faire face à deux grosses urgences. Il me fixera, précise-t-il, la prochaine date, le lendemain. Cela signifie qu'un neurochirurgien doit assurer les urgences en plus de son planning opératoire, aucun autre praticien n'est prévu ! Bonjour les conditions de travail.

Le lendemain matin, il est impossible de me fixer une

date d'opération : je rentre chez moi en ambulance ! Vive le trou de la Sécu !

Une semaine plus tard, on m'informe que la date sera le 7 février. On m'invite donc à me présenter la veille. Or, une heure avant de quitter mon domicile, la neurologie, par téléphone me prie de ne pas me déplacer. Raison invoquée : le bloc opératoire ne sera pas libre, on me recontactera ! Admirez la désinvolture ! Où est le respect du malade ?

Enfin le 25 février, je rentre à nouveau dans le service. L'intervention est prévue le lendemain en fin de matinée. Vers 15 h, le neurochirurgien me dit (non vous ne rêvez pas !) qu'il ne peut m'opérer ! Certes, il est libre et le bloc aussi mais il n'a pas le personnel : une autre opération se passe très mal, est plus longue que prévue. Infirmières, anesthésistes, sont réduits à la portion congrue. Mais le praticien me rassure, je serai opérée le lendemain, au détriment d'un autre patient qui devra rentrer chez lui et patienter...

27 février : 11h30, les brancardiers me descendent au bloc. Ouf ! le calvaire est enfin terminé.

Pour la petite histoire, lors de mes deux séjours à l'hôpital, on a « oublié » de me servir un petit déjeuner et un repas du soir. De plus, il m'a fallu trois heures pour obtenir un rouleau de papier toilette !!

Il est urgent que l'hôpital redevienne un véritable service public avec les moyens et le personnel indispensables au bien-être de tous.

Nicole CHARY

Synonymes ? NON !!

Le gouvernement et les médias entretiennent, volontairement, le flou au niveau du vocabulaire employé.

Essayons d'y voir un peu plus clair.

En rencontrant les syndicats, le(s) ministre(s) concerné(s) parle(nt) de « **consultation** » c'est-à-dire prendre l'avis de ceux-ci, ou de « **concertation** » afin de s'entendre pour agir.

Cela peut paraître suffisant aux partenaires sociaux

réformistes mais ne satisfait pas la CGT qui privilégie le mot « **négociation** » permettant des entretiens, des échanges de vue **pour parvenir à un ACCORD FAVORABLE** à tous les salarié.es, étudiant.es, chômeur.es et retraité.es.

Ces précisions me semblent d'actualité avec tous les conflits sociaux qui se dessinent en ce moment et qui, espérons-le, s'amplifieront.

Nicole CHARY

Au bonheur des riches

Le ministre, avec son adjoint, annonce le budget 2018 restreint, donc... mesures d'austérité. Cette nouvelle politique budgétaire consiste à **alléger les impôts des très riches pour faire supporter la charge à tous les autres.**

Pas nouveau... cette démarche des plus anciennes, Miss Thatcher l'appliqua au Royaume-Uni avec zèle dans les années 80. Cette théorie libérale du ruissellement, dont le principe est : le développement de la richesse au sommet de la pyramide profiterait, in fine, à l'ensemble de nos concitoyens ... hum !

Les propos du ministre de l'économie et des finances, Bruno Lemaire devant la chaîne BFM TV : « l'économie française a besoin de capital, eh bien on taxe moins le capital ... » confirment cette théorie.

Cet **allègement de la charge fiscale des ultra-riches** passe donc par la diminution de l'ISF, remplacé aujourd'hui par l'IFI (impôt sur la fortune immobilière). L'ISF rapportant 5,30 milliards d'euros (pour 315 000 assujettis) l'IFI ne rapportera que moins de 1 milliard

d'euros, cet impôt se concentrant uniquement sur la pierre.

Ne sont plus concernés : les actions et autres actifs financiers, les biens immobiliers, les yachts, les jets privés, les chevaux de course, les lingots d'or ... cadeaux Macron !!

Exemple : le yacht de Bernard Arnault, construit en 2015, pour 165 millions d'euros, aujourd'hui avec une décote de 30 %, vaut 115 millions d'euros.

Avec une taxation de l'ISF de 1,5% sur le patrimoine net supérieur à 10 millions d'euros, **ce monsieur devrait, en théorie, payer 1,7 million d'ISF, sur le yacht !**

Avec la réforme Macron, cette imposition disparaît.

Rien de nouveau, au pays du macronisme, c'est du libéralisme pur jus ...

Je suis de ceux qui n'aiment pas les inégalités et surtout, ne les supportent pas.

Michel SIMONIN

Macron . . . Ça continue

Souvenez-vous, un million, c'est le chiffre qui figurait sur le pin's fièrement arboré par Pierre Gattaz pour revendiquer la mise en place du crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et l'allègement des " charges ". **Un million, c'est le nombre d'emplois que le MEDEF s'engageait à créer avec ces mesures.**

Ce chiffre est atteint, mais pas dans la catégorie emploi. C'est même l'inverse. Lui et ses compères politiques, chefs des grandes entreprises et " stars " du CAC 40 en sont les principaux responsables.

Un million c'est l'augmentation du nombre de pauvres en France, au cours des dix dernières années durant lesquelles les tenants du libéralisme se sont déchaînés et ont imposé leur vision du monde.

Ce chiffre est un véritable réquisitoire contre les politiques économiques suivies par les gouvernements successifs. Cela vaut également pour les orientations que continue à mettre en place, à marche forcée, Macron à grands coups de flexibilité et de dérégulation sociale.

Depuis janvier 2018, plus de 60 % des retraités voient leur pension nette diminuer à la suite de l'augmentation de la CSG.

Selon le gouvernement, il appartiendrait aux retraités de faire des efforts.

Les récentes mesures contre les retraités ont déjà fortement pesé sur leur pouvoir d'achat : fiscalisation de la majoration familiale, suppression de la demi-part pour les veufs/veuves et divorcés, blocage des pensions de 2014 à 2017 ...

Et malgré les nombreuses hausses de prix décidées en ce début d'année notamment sur les carburants, l'énergie, les mutuelles ou le forfait hospitalier, le gouvernement ne prévoit **aucune augmentation des pensions en 2018** en reportant la date officielle d'une éventuelle revalorisation à janvier 2019.

Dans le même temps, avec nos impôts, 45.5 milliards d'euros seront redistribués cette année vers les plus riches.

Dans le nouveau monde de Macron, les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent

Michel SIMONIN